

rage. Pendant une heure, de Wimpffen attendit cette réponse. Il avait, à la tête de 5 ou 6,000 hommes de troupes, fantassins de la marine, bataillons de zouaves, soldats du 47<sup>e</sup> de ligne, tenté un dernier effort, et, à travers bois, sous le feu de l'ennemi, franchi les jardins des environs de Givonne, lorsque, ne trouvant pas de ce côté les troupes du 5<sup>e</sup> corps et le 12<sup>e</sup> (Lebrun) qu'il y cherchait, il se dirigea vers Balan, tout près de Sedan, comptant les y rencontrer. C'est là qu'il apprit par un officier de la maison de l'empereur que le drapeau blanc flottait sur les remparts. Alors une vigoureuse et patriotique colère s'empara du général. On lui tend une lettre de l'empereur lui ordonnant de capituler : « Je ne reconnais pas à l'empereur le droit d'arborer le drapeau parlementaire. Je refuse de négocier. » Il ne lit même pas la lettre ; il se précipite dans la ville, parvient jusqu'à la place de Turenne, et, s'adressant aux soldats de toutes armes qui sont là : — « Voulez-vous rendre vos armes, demeurer prisonniers ? Non ! Eh bien, suivez-moi, et ouvrez-vous un passage en bousculant l'ennemi ! »

Malgré le drapeau blanc qui flotte et qui enlève la décision au plus grand nombre, jette le trouble dans cette armée, le général réunit cependant autour de lui près de 2,000 hommes de tous les corps, cavaliers, fantassins, hussards, zouaves, chasseurs à pied, turcos, auxquels se joignent des mobiles et jusqu'à de courageux habitants de Sedan, et cette poignée de soldats, préférant la mort à la défaite, s'en vont, traînant deux canons avec eux, sauver leur renom ou mourir. Beaucoup moururent en effet, parmi ces entêtés de leur propre gloire ; mais, malgré le nombre, culbutant les Bavares, ils s'emparèrent de Balan, où le curé fait le coup de feu avec ses paysans, chassèrent l'ennemi jusqu'au delà de l'église, et, attendant des renforts, se maintinrent là jusqu'au soir.

On a traité d'héroïque folie la lutte désespérée du général de Wimpffen. Oui, c'était folie qu'un pareil sacrifice dans un temps où la suprême sagesse consistait non pas à braver la fortune, mais à courber l'échine devant elle et à jouer, non le rôle du chêne, mais celui du roseau. C'était folie que de marcher au combat à l'heure où on ne pouvait sauver que la réputation de la pauvre France. Mieux valait céder son épée au vainqueur pour la tirer après, en un jour de conspiration nouvelle contre sa patrie. Cela était plus sage, paraît-il. Le général de Wimpffen n'eut point cette sagesse, et ce sera son éternel honneur.

A côté de lui combattait le général Lebrun. On ne doit oublier personne.

Vers six heures du soir, Wimpffen rentra à Sedan, navré, ayant refusé deux fois de se rendre auprès de l'ennemi pour traiter, comme le voulait

Napoléon. En rentrant dans le petit hôtel où il était descendu, le général écrivit aussitôt une lettre où il donnait sa démission de commandant en chef. Il était sept heures et demie. Vers huit heures, l'empereur répondait :

« Général, vous ne pouvez pas donner votre démission, lorsqu'il s'agit encore de sauver l'armée par une honorable capitulation. Je n'accepte donc pas votre démission. Vous avez fait votre devoir toute la journée, faites-le encore. C'est un service que vous rendrez au pays.

« Le roi de Prusse accepte l'armistice et j'attends ses propositions.

« Croyez à mon amitié,

« NAPOLÉON. »

Le roi de Prusse avait, en effet, accepté la proposition, non pas d'armistice, mais de capitulation faite par l'empereur (qui n'avait aucun droit de la faire, étant déchu du commandement en chef). Napoléon lui avait adressé son aide de camp, le comte Reille, porteur de cette lettre historique, mais mensongère : « N'ayant pu mourir à la tête de mes troupes, je dépose mon épée aux pieds de Votre Majesté. » Le roi Guillaume avait alors envoyé à Sedan un lieutenant-colonel bavarois, grand, maigre et blond, portant des lunettes d'or, qui était le lieutenant-colonel de Bronsart. M. de Bronsart avait à peine fait une centaine de pas, lorsqu'un obus, parti des lignes prussiennes, vint tomber à dix mètres de lui. Il eut un tressaillement, et se tournant vers les officiers français qui l'accompagnaient : « Messieurs, je vous demande mille pardons ; c'est une impolitesse que nous faisons là. Nos batteries n'ont certainement pas vu le drapeau blanc. C'est incroyable ! » Cette impolitesse avait coûté la vie à deux pauvres diables, et comme on les emportait sur quatre fusils : « Ah ! mille pardons ! » répéta-t-il, tout en continuant sa route (1).

C'est M. de Bronsart qui avait transmis au roi de Prusse l'offre de capitulation de Napoléon III.

Tout d'abord, M. de Wimpffen, bien décidé à ne point signer une capitulation au bas de laquelle Louis Bonaparte devait apposer son nom, voulut refuser d'entrer en pourparlers ; mais songeant au sort de la pauvre et admirable armée qui, si mal conduite, venait de se battre avec un si grand courage, il se décida à accepter la tâche douloureuse qui lui incombait. Il se rendit chez l'empereur. La cour de la résidence était encombrée par les gens de la maison impériale. Le général demande à parler à l'empereur. On lui répond que cela est impossible, Sa Majesté étant en conférence avec le prince impérial. Or, celui-ci était depuis deux jours à Mézières. Le général se fâche,

(1) Revue des Deux Mondes.

élève la voix. On l'introduit enfin auprès de Napoléon. Ici se place l'altercation survenue entre le général Ducrot et le général de Wimpffen, altercation que les deux acteurs ont l'un et l'autre contée de façon différente. Il en ressort que Ducrot reprocha violemment, avec exaltation, il le dit lui-même, à Wimpffen d'avoir arrêté son mouvement sur Mézières ; mais s'il est vrai, et nous l'avons vu, que les Allemands eussent occupé fortement cette ligne de retraite, la tactique du général de Wimpffen était, je le répète, préférable. Toujours est-il qu'en me servant de la version du général Ducrot, voici ce qui se passa en cette soirée du 1<sup>er</sup> septembre :

« Le général de Wimpffen entre avec éclat, levant les bras au ciel et marchant à grands pas : « Sire, s'écria-t-il, si j'ai perdu la bataille, si j'ai été vaincu, c'est que mes ordres n'ont pas été exécutés, c'est que vos généraux ont refusé de m'obéir. »

« A ces mots, le général Ducrot se lève comme mû par un ressort, et d'un bond se place en face du général de Wimpffen : « Que dites-vous ? s'écria-t-il ; qui a refusé de vous obéir ? A qui faites-vous allusion ? Serait-ce à moi ? Hélas ! vos ordres n'ont été que trop bien exécutés. Si nous avons subi un affreux désastre, plus affreux que tout ce qu'on a pu rêver, c'est à votre folle présomption que nous le devons. Seul vous en êtes responsable, car si vous n'aviez pas arrêté le mouvement de retraite en dépit de mes instances, nous serions maintenant en sûreté à Mézières ou du moins hors des atteintes de l'ennemi ! »

« Un peu surpris et décontenancé par cette brusque apostrophe du général, qu'il ne savait pas là, le général de Wimpffen dit : « Eh bien, puis-je que je suis incapable, raison de plus pour que je ne conserve pas le commandement. »

« Ducrot. — « Vous avez revendiqué le commandement ce matin, quand vous pensiez qu'il y avait honneur et profit à l'exercer ; je ne vous l'ai pas contesté... alors qu'il était peut-être contestable. Mais, à l'heure qu'il est, vous ne pouvez plus le refuser. Vous seul devez endosser la honte de la capitulation. »

« Le général Ducrot était très-exalté. L'empereur lui-même et les personnes de son entourage s'interposèrent pour le calmer. L'incident terminé, le commandant du 1<sup>er</sup> corps se retira et le général de Wimpffen, ayant reçu les instructions de Sa Majesté, se rendit au quartier général allemand. »

Personne ne peut s'empêcher de plaindre ce malheureux général de Wimpffen qui, n'ayant rien commis des fautes de la campagne, arrivait juste à temps à Sedan pour terminer sa carrière

militaire par cette douloureuse, par cette sinistre capitulation.

M. de Wimpffen se rendit au quartier général allemand. Il y trouva MM. de Bismarck et de Moltke. Le général de Castelnau, aide de camp de l'empereur, l'accompagnait, ayant pour mission de demander pour Napoléon personnellement les conditions les moins défavorables. Cette entrevue fameuse a été diversement contée aussi, et par M. de Wimpffen et par M. Ducrot qui publie le récit d'un capitaine d'état-major français présent à l'entrevue. Nous citerons tout à l'heure un troisième témoin qui est M. de Bismarck.

Toujours est-il que, pendant cet entretien, M. de Wimpffen se montra très-patriote et très-digne, demandant pour ses troupes les conditions des garnisons de Mayence, de Gènes et d'Ulm. M. de Bismarck s'en tint à cette dure condition : *L'armée française déposera les armes et sera conduite en Allemagne.* Froid, sévère et laissant tomber mot à mot ses paroles de ses lèvres minces, le vieux de Moltke, ridé, crispé, implacable, ajoutait que sinon, le feu recommencerait le lendemain à six heures.

— Toute résistance est impossible, ajoutait-il, vous n'avez pas de vivres, vos munitions sont épuisées, votre armée est décimée, notre artillerie est en batterie autour de la ville et peut anéantir vos troupes avant qu'elles aient eu le temps d'opérer le moindre mouvement.

Dans cette importante occasion, M. de Bismarck formula aussi les prétentions allemandes sur l'Alsace et la Lorraine, réclamant Strasbourg, Metz et quatre milliards, et ceci répond dès lors aux bonapartistes qui ont voulu depuis faire croire au pays que la Prusse traitant avec l'empire n'eût exigé de lui aucune cession de territoire. Non-seulement la Prusse voulait ce qu'elle a pris depuis, mais elle ne tenait pas à traiter avec le gouvernement impérial dont elle prévoyait l'écroulement, comme il ressort formellement des paroles de M. de Bismarck.

Ce fut en vain qu'avec une sobriété militaire et avec un véritable sentiment de la patrie, M. de Wimpffen plaida devant ces rudes vainqueurs la cause de la modération dans la victoire. Il montra en pure perte un but chevaleresque à des gens inflexibles.

— C'est une erreur de croire que la France voulait la guerre, dit-il, elle y a été entraînée par une agitation toute à la surface. Notre nation est plus pacifique que vous ne le pensez, car toutes ses aspirations ont été portées vers l'industrie, le commerce, les arts, et peut-être trop vers le bien-être et le luxe ; ne la forcez pas à reprendre l'habitude de ses armes. Si vous vous montrez modérés, si vous ne blessez pas sa fibre patriotique par une demande



de cession de territoire ; vous bornant à exiger une juste indemnité, vous pouvez être assuré que les deux pays vivront dans une paix sévère et durable.

Mais M. de Wimpffen ne put obtenir qu'une chose, c'est que le feu de l'artillerie de M. de Moltke ne commencerait qu'à neuf heures du matin au lieu de six heures. Trois heures de répit, c'était tout ce que le chef d'état-major de l'armée allemande accordait à l'armée vaincue. On ne saurait être plus sec et moins généreux dans le succès que ceux qui ne nous ont jamais pardonné leurs défaites. C'est que M. de Moltke tenait à l'achèvement de son œuvre militaire. Cet ingénieur de combats voulait mener jusqu'au bout le tracé de sa voie sanglante. L'aide de camp de l'empereur, le général Castelnau, ayant, dans l'entretien, prononcé ces mots :

« — Je crois l'instant venu de transmettre le message de l'empereur.

« — Nous vous écoutons, général, dit M. de Bismarck.

« — L'empereur, continua le général Castelnau, « m'a chargé de faire remarquer à Sa Majesté le « roi de Prusse, qu'il lui avait envoyé son épée « sans condition, et s'était personnellement rendu « absolument à sa merci, mais qu'il n'avait agi « ainsi que dans l'espérance que le roi serait touché « d'un si complet abandon, qu'il saurait l'apprécier, et qu'en cette considération il voudrait bien « accorder à l'armée française une capitulation plus « honorable et telle qu'elle y a droit par son courage. »

« — Est-ce tout ? demanda M. de Bismarck.

« — Oui, répondit le général.

« — Mais quelle est l'épée qu'a rendue l'empereur Napoléon III ? Est-ce l'épée de la France ou son épée à lui ? Si c'est celle de la France, les conditions peuvent être singulièrement modifiées, et votre message aurait un caractère des plus graves.

« — C'est seulement l'épée de l'empereur, reprit le général Castelnau.

« — En ce cas, reprit en hâte, presque avec joie, le général de Moltke, cela ne change rien aux conditions. Et il ajouta : L'empereur obtiendra pour sa personne tout ce qu'il lui plaira de demander.

« Il me parut, dit l'officier dont le général Ducrot cite le récit, il me parut qu'il pouvait bien y avoir une secrète divergence d'opinion entre M. de Bismarck et le général de Moltke, et que le premier n'aurait pas été fâché au fond de terminer la guerre, tandis que le général désirait au contraire a continuer. »

M. de Wimpffen rentra à Sedan rapportant ces conditions dernières. Des habitants de la ville le conjuraient de ne point signer cette capitulation. Arrivé dans la ville à une heure du matin, il entra dans la chambre de l'empereur. L'empereur était

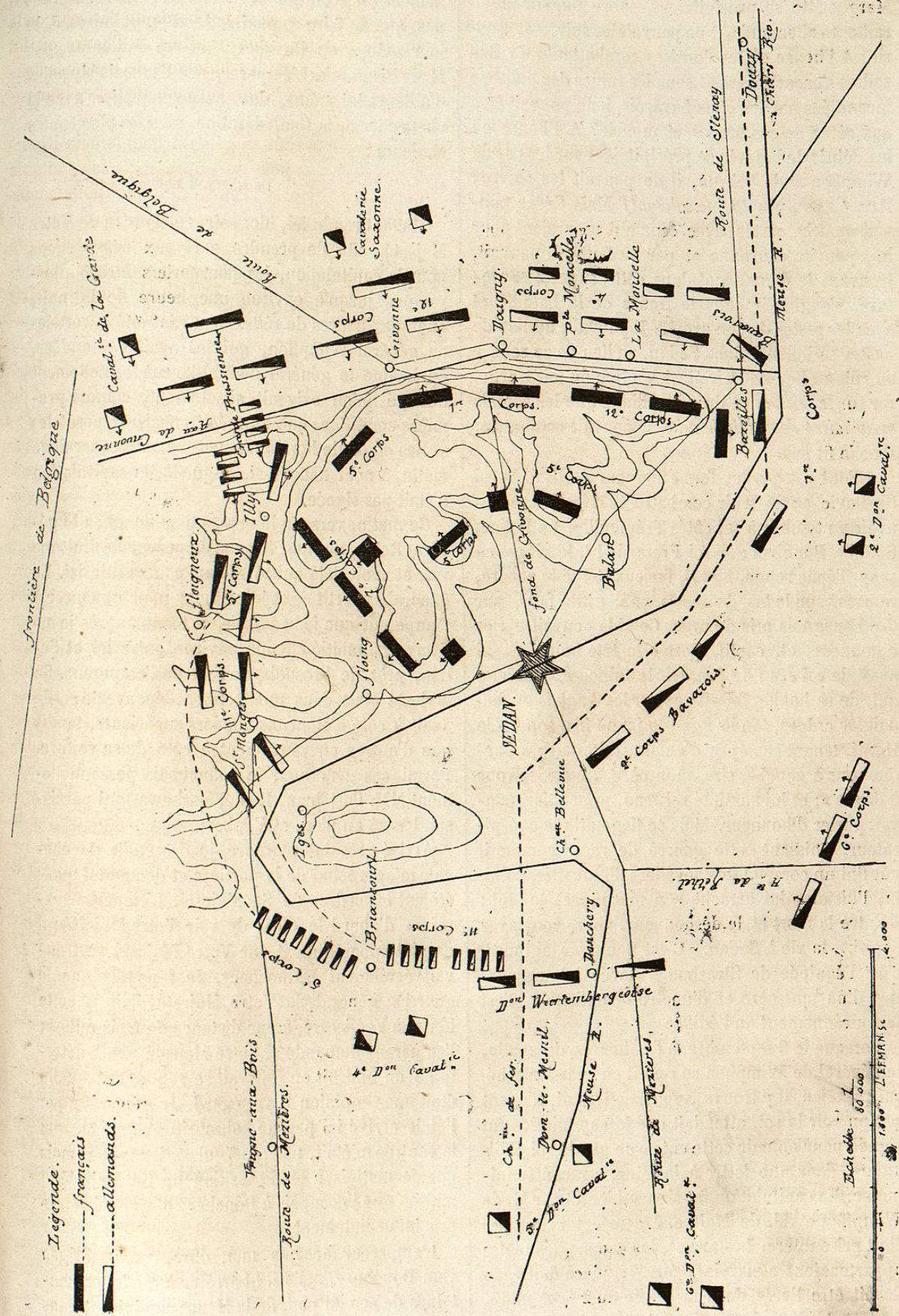
couché. Oui, couché, à l'heure où se débattait le sort de son armée, à l'heure où ces collines de Givonne, ces bois de la Garenne, ces bords du ruisseau de la Moselle étaient pleins de râles, à l'heure où les Bavares fusillaient les habitants de Bazeilles coupables d'avoir défendu leur coin de terre, leur patrie.

Napoléon promit au général que demain il partirait lui-même pour le quartier général, afin de demander au roi de Prusse des conditions moins dures. Ce matin du 2 septembre, le conseil de guerre réuni signa la douloureuse capitulation de Sedan qui porte les noms des généraux de Wimpffen, A. Ducrot, Lebrun, F. Douay, Fargeot et Dejean. Le général Pellé, le combattant de Wissembourg, refusa de capituler.

L'armée, entassée dans les rues de la ville, houleuse, lourde de la boue du champ de bataille et du poids de la défaite, heurtait ses débris à travers Sedan. C'était, dit un témoin oculaire, moins une armée qu'un troupeau. Soudain un mouvement se fit dans cette masse. Une voiture parut, attelée à la Daumont. Un homme en tenue de ville s'y faisait voir, portant le grand cordon de la Légion d'honneur ; un frisson parcourut les rangs : c'était l'empereur. Il jetait autour de lui ces regards froids que tous connaissent. Il avait le visage fatigué ; mais aucun des muscles de ce visage pâle ne remuait. Toute son attention semblait absorbée par une cigarette qu'il roulait entre ses doigts. On devinait mal ce qu'il allait faire. A côté de lui et devant lui, trois généraux échangeaient quelques paroles à demi-voix. La calèche marchait au pas. Il y avait comme de l'épouvante et de la colère autour de cette voiture qui emportait un empire. Un piqueur à la livrée verte la précédait. Derrière lui venaient des écuyers chamarrés d'or. C'était le même appareil qu'au temps où il allait sur la pelouse de Longchamps assister aux courses du grand prix... Une voix cria : *Vive l'empereur !* une voix unique... Un homme s'élança au-devant des chevaux, et, saisissant par les jambes un cadavre étendu au milieu de la rue, le tira violemment de côté. La calèche passa... (1)

Ainsi s'en allait vers le roi de Prusse, ainsi s'acheminait vers le vainqueur, à travers une armée qu'il avait perdue, l'homme fatal qui devait moralement déshonorer la France et matériellement la rapetisser. Ainsi, calme, froid, inquietant et impénétrable, cet homme rendait une épée qu'il n'avait point tirée et se constituait prisonnier après avoir osé dire qu'il n'avait pu mourir à la tête de ses soldats. Eh ! quoi, à l'heure où il rentrait à Sedan pour déjeuner, la bataille étant compromise, mais non perdue, à cette heure d'épouvantable carnage,

(1) Récits d'un soldat. (Revue des Deux Mondes, 1er juillet 1871.)



PLAN DE LA BATAILLE DE SEDAN.



il ne pouvait mourir ? A l'heure où les cavaliers de Margueritte se précipitaient, sabre nu, sur les tirailleurs allemands, il ne pouvait les suivre et mourir ? A l'heure où les derniers combattants de Bazailles s'ensevelissaient sous les ruines des maisons incendiées par les obus bavares, il ne pouvait être aux côtés de ces braves et mourir ? A l'heure où les débris de l'armée se précipitaient sur les pas de Wimpffen et de Lebrun, il ne pouvait les suivre ? *Ave, Caesar, morituri te salutant!* Mais César pouvait mourir, certes, avec ceux qui mouraient pour lui, pour sa couronne et par sa faute. Il pouvait, trouvant le dénoûment dans cette suprême aventure, s'engloutir dans le fracas de la bataille et avec les restes de son armée. Il pouvait, au lieu de passer sa journée dans Sedan, au lieu de se rendre au roi, au lieu de finir ainsi, au lieu de faire arborer sur le donjon ce drapeau blanc que les soldats arrachaient deux fois de suite, il pouvait combattre. Il ne le fit pas.

« Tout est perdu, fors l'honneur », disait le roi de Pavie après avoir combattu tout le jour, après avoir vu tomber à ses côtés Trémouille, La Palice, Suffolk, Bonivet ; le roi François I<sup>er</sup>, le visage en sang, l'épée rouge, blessé, furieux, terrible encore, ramassé sur le tas de morts qu'il avait faits, par des Espagnols pris de rage. Celui-là pouvait parler d'honneur, et, captif, porter la tête haute. Et lui aussi, le roi Jean de France, le vaincu de Poitiers, qui, de sa hache, faisait reculer les Anglais ou fendait les crânes, tandis que son jeune fils, son fils le Hardi, tenant son épée d'enfant, lui criait : « Gardez-vous à gauche, sire, mon père, ou gardez-vous à droite » ; et lui aussi, le roi Jean, prisonnier, pouvait parler d'honneur. Mais ce flegmatique conspirateur, finissant cette guerre de races comme il eût fini un complot de chevaliers d'industrie, celui-là, l'histoire lui arrache son masque et lui dit : « Entre la mort et le déshonneur, vous, vous avez choisi... la vie à Sedan. » C'est Boulogne agrandi, c'est l'équipée de Strasbourg élevée à la proportion d'un massacre et d'une ruine nationale. C'est le couronnement de l'édifice.

Lorsque le 2 septembre, à dix heures du matin, le général de Wimpffen se rendit au quartier général prussien, il y trouva Napoléon III qui, n'ayant pas pu voir le roi, attendait que la capitulation fût signée pour obtenir cette entrevue que le roi Guillaume, dans une lettre à la reine, a racontée lui-même. La capitulation fut signée bientôt par M. de Wimpffen et M. de Moltke. L'armée tout entière était prisonnière. Les armes, les canons, les aigles appartenaient aux vainqueurs. La place de Sedan devait être livrée dans la soirée du 2 septembre. Les généraux et officiers qui s'engageaient, sur l'honneur, à ne point servir contre la Prusse pendant la campagne, étaient libres sur parole.

Je ne puis mieux faire, pour donner de cet événement un récit que les Allemands ne récuseront pas, que de faire connaître le rapport adressé, le jour même, de Donchery, au roi Guillaume, par M. de Bismarck. L'empereur des Français s'y peint d'ailleurs lui-même, dans sa conversation avec le chancelier de la Confédération, sous les plus tristes couleurs :

Donchery, 2 septembre 1871.

M'étant rendu ici, hier soir, sur l'ordre de Votre Majesté, afin de prendre part aux négociations pour la capitulation, les pourparlers furent interrompus jusqu'à environ une heure de la nuit, quelques heures de réflexion ayant été accordées au général Wimpffen, qui les avait demandées, après que le général de Moltke eut formellement déclaré qu'on exigeait absolument, comme première condition, que l'armée française déposât les armes et que le bombardement recommencerait ce matin, à neuf heures, si, jusque-là, la capitulation n'était pas signée.

Ce matin, vers six heures, on m'annonça le général Reille, qui me dit que l'empereur désirait me voir et avait déjà quitté Sedan pour venir ici. Le général repartit immédiatement pour annoncer à l'empereur que je le suivais, et bientôt après je me trouvais, à moitié chemin environ entre ici et Sedan, près de Fresnois, en face de l'empereur. Sa Majesté était dans une voiture découverte ; elle avait à côté d'elle trois officiers supérieurs, tandis que d'autres chevauchaient à côté de sa voiture. Parmi ces généraux, je connaissais personnellement MM. Castelnaup, Reille, Moskowa, qui paraissait blessé au pied, et Vaubert.

Arrivé près de la voiture, je descendis de cheval, m'approchai de la portière et demandai quels étaient les ordres de Sa Majesté. L'empereur exprima d'abord le désir de voir Votre Majesté ; il croyait apparemment que Votre Majesté se trouvait également à Donchery. Je répondis que le quartier général de Votre Majesté était à cette heure à Vendresse, à une distance de trois milles ; l'empereur demanda si Votre Majesté avait déterminé un endroit où il devait se rendre, et quelle était mon opinion à cet égard. Je répondis que j'étais arrivé ici par une obscurité complète, que la contrée m'était, par conséquent, inconnue, mais que je mettais à la disposition de Sa Majesté la maison que j'occupais à Donchery et que j'évacuerais immédiatement.

L'empereur accepta mon offre, et se dirigea vers Donchery, mais il fit arrêter à quelques centaines de pas du pont de la Meuse conduisant dans la ville, devant une maison d'ouvriers complètement isolée, et il me demanda s'il ne pourrait pas y descendre. Je fis examiner la maison par le con-

seiller de légation comte Bismarck-Bohlen, qui m'avait rejoint dans l'intervalle ; il vint m'annoncer que l'intérieur de cette maison était misérable et étroit, mais qu'elle ne contenait pas de blessés ; l'empereur descendit et m'invita à le suivre dans la maison.

Dans une très-petite chambre ne renfermant qu'une table et deux chaises, j'eus un entretien d'environ une heure avec l'empereur. Sa Majesté insista particulièrement sur le désir d'obtenir des conditions plus avantageuses pour la capitulation. Dès le principe, je refusai de négocier à ce sujet avec Sa Majesté, en faisant remarquer que cette question purement militaire devait être tranchée entre les généraux de Moltke et de Wimpffen. En revanche, je demandai à l'empereur si Sa Majesté était disposée à des négociations de paix. L'empereur répondit que, comme prisonnier, il n'était pas en situation de les entamer ; je demandai ensuite par qui, d'après l'opinion de l'empereur, les pouvoirs publics étaient actuellement représentés en France : Sa Majesté me renvoya au gouvernement existant à Paris.

Après avoir éclairci ce point, qui avait été laissé douteux dans la lettre adressée hier par l'empereur à Votre Majesté, je reconnus, et ne le dissimulai pas à l'empereur, qu'aujourd'hui comme hier la situation n'offrait aucun point de vue pratique autre que le point de vue militaire, et j'insistai sur la nécessité qui en résultait pour nous de prendre en mains avant toute chose, par la capitulation de Sedan, un gage matériel consolidant les résultats militaires acquis.

Dès hier soir j'avais examiné sous tous ses aspects, avec le général de Moltke, la question de savoir s'il serait possible, sans nuire aux intérêts allemands, d'offrir au sentiment d'honneur militaire d'une armée qui s'était bien battue, des conditions plus avantageuses que celles qui avaient été primitivement fixées.

Après avoir posé cette question comme notre devoir nous l'imposait, nous avons dû tous deux persister dans une réponse négative. Si donc le général de Moltke, qui dans l'intervalle était revenu de la ville et nous avait rejoints, s'est rendu auprès de Votre Majesté pour lui soumettre les désirs de l'empereur, ce ne fut nullement, comme Votre Majesté le sait, dans l'intention de plaider en faveur de ces désirs.

L'empereur sortit de la maison et m'invita à m'asseoir près de lui, devant la porte. Sa Majesté me demanda s'il ne serait pas possible de laisser l'armée française franchir la frontière de la Belgique, afin qu'elle fût désarmée et internée sur le territoire belge. J'avais déjà discuté cette éventualité la veille avec le général de Moltke, et pour les motifs indiqués plus haut, je refusai de m'entente-

nir de cette combinaison avec l'empereur. Je ne pris pas l'initiative d'une discussion sur la situation politique ; l'empereur n'y fit allusion que pour déplorer le malheur de la guerre, et pour déclarer que lui-même n'avait pas voulu la guerre, mais qu'il y avait été forcé par la pression de l'opinion publique en France.

A la suite d'informations prises dans la ville et de reconnaissances opérées par des officiers de l'état-major, on apprit, entre neuf et dix heures, que le château de Bellevue, près de Fresnois, ne renfermait aucun blessé et était approprié pour recevoir l'empereur. Je fis part de ce fait à Sa Majesté, en ajoutant que je proposerais à Votre Majesté Fresnois comme lieu de rencontre, et j'offris à l'empereur de s'y rendre immédiatement, vu que le séjour dans la petite maison d'ouvriers était incommode, et que Sa Majesté avait sans doute besoin de repos.

Sa Majesté accepta avec empressement ; j'accompagnai l'empereur, précédé d'une escorte d'honneur du régiment des cuirassiers de Votre Majesté, jusqu'au château de Bellevue, où dans l'intervalle étaient arrivés la suite et les équipages de Sa Majesté. Était arrivé aussi le général de Wimpffen, avec lequel, en attendant le retour du général de Moltke, les pourparlers, interrompus depuis hier soir, sur les conditions de la capitulation, furent repris par le général de Podbielsky, en présence du lieutenant-colonel de Verdy et du chef de l'état-major du général de Wimpffen ; ces deux derniers officiers étaient chargés du procès-verbal.

En ce qui me concerne, je n'ai pris part qu'à l'introduction de ces pourparlers, en exposant la situation politique et légale, d'après les éclaircissements que l'empereur lui-même venait de me donner. Immédiatement après, le capitaine comte von Nostiz m'apporta, de la part du général de Moltke, la nouvelle que Votre Majesté ne voulait voir l'empereur qu'après la signature de la capitulation ; après avoir reçu communication de cette nouvelle, l'empereur renonça à obtenir d'autres conditions de capitulation que celles qui avaient été primitivement fixées.

Je montai à cheval pour aller à la rencontre de Votre Majesté du côté de Chébery, afin de lui rendre compte de ce qui s'était passé ; en chemin, je rencontrai le général de Moltke, avec le texte de la capitulation approuvée par Votre Majesté, et qui, après notre arrivée à Fresnois, fut adoptée et signée sans objection.

L'attitude du général de Wimpffen, ainsi que celle des autres généraux français dans la nuit précédente, a été très-digne ; le brave général n'a pu s'empêcher de m'exprimer sa profonde douleur que ce fût précisément lui qui fût appelé, quarante-huit heures après son retour d'Afrique, et une demi-